

Atelier sur les compétitivités

1 La compétitivité et la crise

La crise financière de 2007 a entraîné des crises économiques et des crises sociales alors que la crise écologique ne fait plus de doute pour personne à part pour les multinationales du pétrole.

L'unanimité du discours sur la nécessaire « compétitivité » ne doit pas nous cacher que chaque pays de la communauté européenne a réagi de façon différente suivant sa culture et ses moyens.

L'Allemagne a sauvé sa balance commerciale en contrepartie de régressions sociales importantes. 13 millions de personnes vivent aujourd'hui en Allemagne sous le seuil de pauvreté¹.

La France s'en est tirée plutôt mieux que d'autres états grâce à un système social encore protecteur qui a amorti le choc mais vu l'exposition de ses banques, elle a dû porter le poids de la crise bancaire et de l'endettement public maximum,

Les pays du Sud (Grèce, Espagne, Portugal, Italie....) ont mis en place des politiques d'austérité ouvertement assumées alors qu'en France le sujet de la rigueur est resté longtemps quasi tabou dans les discours.

La compétitivité est présentée partout comme le moyen de s'en sortir. **C'est en tout cas ce qu'on veut nous faire croire.**

Dans cette U.E. où certains états servent de réserve de main d'œuvre pas chère à d'autres, le commerce et les échanges sont en réalité contrôlés et manipulés par les acteurs des marchés.

Les échanges internes au sein des entreprises transnationales faussent totalement l'expression des balances commerciales².

C'est l'une des raisons pour laquelle **Paul Krugman**, prix Nobel d'économie en 2008, qualifie la compétitivité des états de mythe de niveau international³ :

Mais d'abord qu'est-ce que la compétitivité ?

Il y a deux définitions suivant qui en parle :

La définition européenne officielle de la compétitivité, depuis le sommet de Lisbonne en 2000 et celui de Göteborg en 2001⁴ est la suivante : « C'est la capacité à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants et à leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale. »

Par contre, dans les discours du patronat, la compétitivité s'exprime dans la capacité pour les entreprises d'élargir les marchés à l'export .

Etonnant, non ? pourquoi ces deux définitions aussi divergentes ?

La doxa de l'union européenne, c'est le discours de la croissance continue apportant paix et bonheur. Dans cette optique, la paix sociale repose sur la prospérité.

Qui charge-t-elle de réunir l'argent nécessaire ? Évidemment les entreprises. Dans le contexte actuel de crise, la croissance du marché intérieur est en berne. La compétitivité se mesure surtout dans la concurrence

1 [source médiapart](#)

2 Le yoghourt bulgare dont les composants ont un parcours cumulé de près de 5000 km participera positivement ou négativement à la balance commerciale de plusieurs pays.

3 [Le mythe de la compétitivité : Paul Krugman](#)

4 Göteborg (Suede) A ce conseil européen, la dimension de l'environnement a été ajoutée à la stratégie de Lisbonne. Source : [Le conseil de Göteborg](#)

de chaque entreprise sur les marchés extérieurs. C'est le retour à une forme de néo-mercantilisme (nous en reparlerons)

Pour résumer, l'UE pense la compétitivité en termes d'équilibres budgétaires tandis que les entreprises pensent en termes de marchés : Produire plus à moins cher pour exporter plus : c'est pour eux la clef de la productivité.

C'est l'argument du MEDEF, qui l'utilise pour pousser encore plus avant la libéralisation de l'économie (et du « marché » du travail en particulier) quitte à démolir « la cohésion sociale dans les politiques de compétitivité » affirmée par la Stratégie de Lisbonne.

Mais les milieux financiers et les marchés ont au moins deux autres raisons de faire de la « compétitivité » l'alpha et l'oméga de la sortie de crise :

- 1. En période de quasi récession, le seul moyen de préserver l'intérêt des actionnaires, c'est de réduire la part de plus values de l'entreprise revenant au salarié et à la collectivité.*
- 2. L'autre raison est celle, politique, que Denis Kessler, alors Président du club « le Siècle » exprimait déjà en 2007 dans le magazine « Challenges » : démonter ce qui a été mis en place par le Conseil national de la résistance pour laisser la pleine expression aux forces vives de l'économie : Une idéologie d'un autre âge, oubliée des besoins des peuples comme de l'environnement.*

1.1 Une question de temps

A court terme, favoriser la balance commerciale peut paraître une bonne idée : Exporter toujours plus pour conquérir les marchés : Chaque pays ayant le même objectif, elle conduit à une course sans fin vers le consumérisme et le gaspillage des ressources, in fine à la guerre commerciale.

A long terme, cette politique affaiblit les structures industrielles locales, amène la perte des savoirs et finalement remet en cause la sacro-sainte compétitivité⁵. Avec la pollution de la biosphère et l'appauvrissement des ressources fossiles, cette pratique est devenue dangereuse pour la planète et ses habitants.

La transition va s'inscrire dans une logique conduisant à d'autres rationalités dans un développement guidé par l'intérêt général. La volonté de changer, et de réaliser les outils adaptés de transformation pèsera évidemment un grand poids⁶.

Aujourd'hui, parlant compétitivité, nous sommes dans les conditions du court terme mais avec la perspective d'autres débats dans les mois à venir sur le futur et la transition, qui posent dès à présent leurs exigences.

1.2 L'analyse Attac-Copernic

A l'occasion du rapport Gallois, Attac et la fondation Copernic⁷ ont analysé ensemble les solutions proposées par Louis Gallois en juillet 2012⁸ : elles sont toujours pour l'essentiel la base des politiques actuelles.

1.2.1 La fragilité de l'économie française

On en connaît quelques raisons :

- Les exigences des actionnaires plombant le retour de l'investissement productif vers l'entreprise.
- L'état de la sous-traitance en France sous la domination des groupes industriels donneurs d'ordre, qui

⁵ Certains pays du Sud, pour avoir développé leur aptitude à l'exportation de leur production agricole ont perdu leur souveraineté alimentaire et parfois amené la famine chez eux.

⁶ À lire absolument : Le temps du monde fini, par Geneviève AZAM, écologiste et économiste, aux éditions LLL.

⁷ <http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article789>

⁸ [rapport Gallois](#)

maintiennent PME et ETI⁹ sous pression d'une concurrence inique.

- La sensibilité des exportations françaises au taux de change de l'Euro par rapport au dollar sur tous les marchés internationaux dans lesquels le paiement courant est en dollars.

L'Allemagne s'en protège mieux, ayant pratiqué depuis plus longtemps les règles d'une compétitivité agressive. Elle fabrique et vend des matériels de haut de gamme moins soumis à la concurrence. Elle a limité ses coûts de production en mettant une pression devenue intolérable sur les salaires. Elle a préservé son outil industriel grâce à une politique négociée entre son patronat et ses syndicats, en gardant les professionnels dans l'entreprise par le travail partiel comme alternative à des licenciements secs. Favorisée par sa position sur l'échiquier européen, elle utilise systématiquement la sous-traitance internationale pour acheter les composants en Europe de l'Est, intégrer les systèmes en Allemagne et revendre à des prix compétitifs. Les grands groupes Allemands utilisent à plein des politiques de délocalisation des approvisionnements vers les pays à bas coût frontaliers à l'Est.

Plus de la moitié du déficit commercial de la France vis à vis de l'Allemagne (10 milliards d'euros) serait due à une manipulation des prix de transfert.

1.2.2 Le coût du travail : Bouc émissaire

« Le chômage est dû à un coût trop élevé du travail, l'assurance chômage incite les chômeurs à « choisir » de ne rien faire plutôt que de rechercher un emploi ». C'est un discours souvent entendu, une petite musique justifiant qu'il faut être « moins généreux » pour les chômeurs.

L'indécence de l'analyse ne devrait échapper à personne. En France, un français sur dix et dans certains quartiers un sur quatre (25%), souvent des jeunes, sont sans travail : Tous des faignants ?

Mais le travail est il trop cher ?

Le coût salarial unitaire c'est ce que coûte un salarié moyen pour produire 1 euro de richesse.

Son calcul inclut salaire et cotisations sociales, ces dernières constituant une part de salaire et de plus values mutualisée dans l'intérêt général.

Un niveau prétendument trop élevé du coût salarial unitaire en France justifierait les demandes patronales.

Le débat est biaisé :

Avec la progression considérable de la productibilité du travail, notamment par le développement de nouveaux outils informatiques¹⁰, le coût unitaire du travail aurait du baisser considérablement. En réalité, la précarisation des emplois entraîne la stabilisation de la productivité sans affecter les bénéfices¹¹.

De 1996 à 2008, malgré des gains de productivité réelle supérieurs à ceux des USA, le coût salarial unitaire n'a que faiblement baissé dans l'UE : de 0,5% en France et de 0,7% en Allemagne et la progression du chômage a pris un tour catastrophique en France.

L'ANI signé le 11 janvier 2011 par certains syndicats ¹² transformé depuis en texte de loi va fortement contribuer à la poursuite de la précarisation des emplois par la mise en place d'une flexibilité institutionnelle.

9 ETI : entre 250 et 5000 employés

10 De source INSEE, la productivité du travail moyenne en France aurait augmenté de 4% par an en moyenne entre 1995 et 2000

11 La crise a souvent bon dos : Le recours aux heures supplémentaires comme alternative à l'embauche est devenu systématique pour faire baisser le coût salarial unitaire et augmenter les marges.

12 http://www.cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2013-01/ani_du_11_janvier.pdf

1.2.3 Le coût du capitalisme en France

Les revenus net distribués représentent aujourd'hui 9% de la valeur ajoutée des sociétés non financières¹³ contre 5,6% en 1999. **En 12 ans les actionnaires se sont augmentés de 62%** et ils se plaignent. L'investissement passe à la trappe, c'est pourtant l'une des conditions de rétablissement de la compétitivité, quelle que soit sa définition...

Le patronat en redemande encore :

La cour des comptes a souligné, à l'occasion du rapport Gallois, que les résultats attendus des demandes patronales (30 milliards dont dix en diminution de cotisations sociales pour les bas salaires) contre une amélioration de l'emploi sont suffisamment incertains pour qu'on songe à reconsidérer leur ampleur ou même leur opportunité.

François Hollande semble aujourd'hui vouloir satisfaire et au delà les demandes patronales.

1.3 Il y a dette et dette

C'est un sujet qui justifierait un ou même plusieurs ateliers mais on ne peut totalement le passer sous silence.

Quelques chiffres seulement, datant d'après le début de la crise

La dette publique est de 212% du PIB au Japon, 86% de PIB en UK, 85% du PIB en France, 82% en Allemagne, 68% aux USA¹⁴¹⁵

La dette des ménages est de : 89% de PIB en UK, 84% du PIB aux USA, 64% au Japon, 59% en Allemagne, 44% en France¹⁶.

La dette des entreprises non financières¹⁷ est de 110% de PIB en France, 108% en UK, 99% au Japon, 82% aux USA, 52% en Allemagne.

On peut constater qu'à l'exception du Japon dont la dette publique est en majorité une dette intérieure, la dette publique, dont la part majoritaire est la dette souveraine¹⁸ est avant tout une affaire monétaire et la politique de la FED est à comparer à celle de la BCE sur leurs résultats respectifs.

La dette des ménages, celle que nous percevons, est affaire de politique nationale : en France, le service public mutualisé et disponible pèse encore favorablement (mais pour combien de temps?) sur l'endettement des ménages¹⁹.

Quant à l'endettement des entreprises, seraient-elles écrasées en France par les impôts comme le prétend le Médef ? il faudrait plutôt accuser la politique actionnariale pratiquée par les entreprises et l'augmentation de 62% en 12 ans de son poids sur les bilans d'entreprise²⁰. Une grande partie de la dette accumulée dans les PME et les ETI auprès des banques est d'origine étrangère et une fois remboursée revient rarement aux entreprises françaises sous forme de réinvestissement : Les investisseurs internationaux réinvestissent ou ça leur chante au gré des opportunités des marchés.

1.4 La logique sociale de la compétitivités

Nos amis de la fondation Copernic et du Conseil scientifique d'Attac qualifient cette politique de compétitivité du joli nom de « néo-mercantilisme », autrement dit d'une association entre les marchands et le pouvoir politique, ce dernier aidant les marchands à se développer et conquérir dans et hors des frontières une

13 C'est à dire tirant moins de 40% de leurs revenus d'opérations financières.

14 <http://www.indexmundi.com/map/?v=143&l=fr> chiffres de 2011

15 Indexmundi.com est un site d'info google qui prend ses informations sur un site ouvert au public ... de la CIA !!

16 <http://leblogalupus.com/2012/02/17/dette-privee-comparatif-et-montant-en-du-pib-sur-quelques-pays/> chiffres de 2012

17 Définition de la BRI (Banque des règlements Internationaux à Bâle)

18 La dette souveraine est la partie de la dette publique qui relève uniquement de l'état souverain, ou de sa banque centrale, à l'exclusion de celle des collectivités locales et autres opérateurs publics. En France elle représente les ¾ de la dette publique.

19 Encore que la situation se dégrade, on n'emprunte pas encore massivement pour l'éducation de ses enfants.

20 Les cas ne sont pas rares d'entreprises empruntant massivement la même année ou elle distribue des dividendes excessifs.

richesse qui sera réinvestie intra-muros. Avant la décolonisation, c'est essentiellement dans les colonies qu'on cherchait les richesses utiles au pays. Depuis, le concept a évolué vers l'idée du **commerce comme enjeu de puissance** dans une guerre économique mondialisée, et les multinationales plutôt que les états en tirent les profits aux dépens des ressources matérielles et humaines qu'elles exploitent partout dans le monde.

Ce néo-mercantilisme, dont les racines plongent dans le XVIIe siècle²¹, conduit évidemment à une logique de régression sociale qui porte un nom dont l'usage relève de l'omerta en France : Cela s'appelle l'austérité : La compétitivité sur les marchés extérieurs passe par la réduction des coûts et en particulier du coût du travail et des services à la population.

La retraite, la santé, l'assurance chômage, l'action sociale, la protection de l'environnement et de la biosphère, la préservation des ressources naturelles, le partage et la réduction des inégalités deviennent des contraintes intolérables pour le système économique néolibéral²².

Le niveau du salaire, dans un idéal que définissaient Ricardo ou Malthus au XIXe siècle devra tendre vers un minimum permettant juste la reproduction de la population laborieuse ou en d'autres termes juste au dessus du seuil de tolérance du corps social.

Les services publics ou communs mutualisés ne sont plus un idéal de conquête sociale qu'on développe ou préserve mais une charge tolérée uniquement à la mesure du rapport de forces que le corps social sait imposer.

Le chômage n'est plus qu'une variable d'ajustement des donneurs d'ordres et se répartit d'un pays à l'autre en fonction de la compétitivité de chacun.

Par contre, le processus d'échanges internationaux compétitifs est une opération gagnant-gagnant pour l'investisseur international indifféremment importateur ou exportateur de tout ce qui peut se vendre²³.

Pas question de porter atteinte aux revenus du capital puisque leur progression est précisément le but ultime des échanges internationaux. Au contraire, le développement de l'industrie financière augmente considérablement les besoins en liquidités des marchés financiers et pousse donc à l'accélération des échanges mondiaux.

1.5 Le pacte de responsabilités

C'est un élément nouveau dans l'information : l'intervention du 14 janvier du Président de la République française apporte des clarifications importantes à la politique des gouvernements depuis le début de la crise.

Que nous dit le Président ?

- le principal problème de la France, c'est la production. Il faut produire plus et produire mieux, **C'est donc sur l'offre qu'il faut agir.** »
- IL parle, dès 2017 d'allègement des cotisations patronales compensées, dans le budget de l'état, par des « réformes structurelles » en contrepartie d'un engagement patronal sur l'emploi

Dans le langage courant de l'UE, une réforme structurelle signifie toujours suppression, réduction ou privatisation d'une structure ou d'un service étatique. Elle se traduit soit par sa transformation en service privé, soit par la création d'une nouvelle dette cachée par exemple à l'occasion d'un PPP.

- Il parle de contreparties et d'un engagement patronal sur l'emploi mais le patronat par la voix de Pierre Gattaz, patron du Medef a fait savoir sans détour qu'il n'était pas question de prétendre l'y contraindre, avant de faire semblant de se rétracter.

En bref, le Président reprend intégralement les revendications notamment du MEDEF dans le cadre d'une

21 Au XVIIe siècle, le mercantilisme reposait sur l'exploitation coloniale. Le néo-mercantilisme aujourd'hui repose plutôt sur l'exploitation salariale locale.

22 Il ne s'agit pas d'un appauvrissement circonstanciel et réversible : Un service public privatisé ou supprimé a peu de chances d'être restauré, quels que soient les évolutions politiques.

23 Le chinois Dongfeng, qui vient d'entrer dans le capital de PSA va vendre des Peugeot et de la technologie exportées de France et les importer et acheter en Chine.

politique qu'il affirme être « social-démocrate ».

Voici une définition intéressante de la social démocratie extraite, pour ne pas être sectaire d'un blog libéral²⁴

[...]la social-démocratie est un courant du socialisme[...] et une vision économique basé sur l'interventionnisme de l'état pour réguler le marché tout en acceptant l'économie de marché et en intégrant une volonté de libéraliser partiellement le marché pour faciliter les investissements et les processus de création.

C'est simplement l'explication de la continuité des politiques Sarkozy et Hollande.

- **Il parle de poursuivre un dialogue constructif avec les corps constitués syndicaux et associatifs représentatifs :** « *Les décisions seront prises en concertation avec les corps constitués représentatifs²⁵* » : C'est implicitement le cadre d'une démocratie strictement représentative dans laquelle le peuple est soigneusement tenu en dehors du débat. Il est dommage que cet aspect ait pratiquement échappé à tous les commentateurs.

Il est vrai que la notion de « corps constitué représentatif » mériterait en lui même un débat sérieux sur la façon dont les citoyens y exercent leur démocratie.

2 Citoyens et corps constitués

C'est encore un truisme, une vérité trop évidente que d'affirmer qu'un système politique se réclamant de la démocratie n'existe qu'avec l'accord de la population mais la population elle même est plus ou moins présente dans les processus de décision.

L'Union Européenne est un exemple incontournable de ce qu'il ne faudrait pas faire : Une soit-disant démocratie même plus représentative puisque la plupart des responsables politiques n'y sont pas élus et que les lobbying y sont tout puissants.

Les citoyens ne sont pas aussi individualistes qu'on le dit : le système associatif en France, incluant les différentes formes d'économie solidaire²⁶ accueille 13 millions de bénévoles, mais la plupart limitent leur approche solidaire à un aspect communautaire étroit. En conséquence, ils n'ont pratiquement pas de poids politique.

Le pouvoir politique se dit prêt à négocier avec « les corps constitués représentatifs ».

Reste aux citoyens à prendre toute leur place dans les syndicats et associations qui sont supposé les représenter.

3 Un autre modèle de développement

3.1 Vers un modèle coopératif

Le modèle basé sur le libre échange, sur l'offre et sur la concurrence sans barrières aboutit à un état de guerre économique permanent qui appauvrit les populations et détruit les équilibres écologiques.

L'alternative est dans un modèle coopératif, dans lequel existeraient des régulations négociées au niveau européen limitant le pouvoir des entreprises transnationales et combattant les pratiques de dumping social, fiscal, voire administratif.

²⁴ [Social démocratie et social libéralisme](#) sur « libéraux.org »

²⁵ Un exemple est donné par l'ENI, un autre par l'assurance chômage.

²⁶ Revoir la présentation de l'atelier de février 2011 par Marie Solange Padeloup sous le lien : <http://local.attac.org/paris12/spip.php?article351>

Par opposition avec un système souverainiste, dans lequel on rebâtirait les frontières, ce dont il s'agirait, c'est d'une norme transnationale (droit commercial, fiscalité, droit du travail, droits sociaux...) avec des principes de subsidiarité permettant de maintenir et entretenir des cultures, des traditions et des pratiques propres à chaque état.

3.2 Une compétitivité de coopération

La guerre économique nous coûte très cher à bien des points de vue et la coopération serait bien plus efficace seulement voilà : Nous avons dans notre culture l'idée que la compétition est un phénomène naturel sur un modèle darwinien.

Ce ne sont pourtant pas des capitalistes sauvages guidés par l'instinct qui attaquent la démocratie, mais des acteurs économiques parfaitement organisés et conscients. Certains lobbies comme l'ERT ou le TABC ont été spécialement conçus pour agir directement au sein des gouvernements et y imposer leur loi.

Compétitivité et coopération sont-ils antinomiques ?

C'est une remarque souvent entendue et qui ne manque pas de pertinence aussi faut-il être clair :

La concurrence et la compétition ne sont pas des lois de la nature mais elles sont néanmoins très fortement ancrée dans le comportement humain : si la notion de communauté et de civilisation a un sens, elle suppose que la compétition soit encadrée par les nécessités de l'intérêt général.

En résumé, la coopération porte sur des règles qui doivent être convenues avec la société et c'est cette dernière qui définit les limites de la compétition, dans l'intérêt général. C'est en totale opposition avec la théorie libérale qui prône l'absence totale de règles autres que contractuelles²⁷ entre les compétiteurs.

Un nouveau paradigme devra faire l'objet de négociations au niveau international ou au moins européen et c'est bien la difficulté dans le rapport des forces actuel.

Cela ne signifie pas que tous les pays ensemble bougeront au même moment : La probabilité est que certains le feront plus vite, poussés par une nécessité plus urgente (par exemple une mobilisation sociale plus efficace, ou simplement une ligne politique commune) et finiront par entraîner les autres dans le processus. C'est une forme de coopérations renforcées et il ne faut pas espérer que les résultats soient instantanés mais la dégradation des économies pourrait faciliter les évolutions.

Les grandes lignes des exigences d'une compétitivité coopérative en Union européenne sont :

- Une monnaie au service de l'économie et non de la spéculation
- Une banque centrale reprise en main par les états et garante de l'intérêt général et de l'emploi
- Un réseau bancaire encadré dans sa fonction de banque de dépôts et d'aide à l'économie réelle, sous contrôle de ses usagers.
- L'harmonisation et le développement concerté des services publics
- l'interdiction du dumping social et du dumping fiscal

par dessus tout c'est d'abord une volonté politique commune qui doit conduire à une compétitivité de

²⁷ C'est n'intéressant que la transaction et ses acteurs directement en compétition.

type coopératif.

4 Des fenêtres sur l'avenir

« La prévision est difficile surtout quand elle concerne l'avenir » disait Pierre Dac.

Pour autant, gouverner c'est prévoir et nos décisions actuelles auront un effet sur l'avenir des hommes comme de la planète sur laquelle bon gré mal gré ils devront continuer à vivre.

La stratégie néo-mercantiliste est une impasse : La recherche de la compétitivité, quand elle est généralisée ne peut fournir un modèle durable de croissance, et porte en germes des conflits majeurs.

La croissance est derrière nous : Le système économique est à bout de souffle et les ressources sur lesquelles il s'appuie en quantité limitées. De nouveaux acteurs, naguère exploités, désormais en développement viennent accroître une demande déjà insuffisante pour ce type de développement.

La compétition est suicidaire quand elle commande de démolir le corps social pour le rendre plus « compétitif », chacun engageant une guerre économique contre le reste du monde.

Se prémunir de la folie énergétique : l'évolution de l'industrie US, basée sur l'exploitation des gaz de schiste a de quoi inquiéter. Au delà des dommages que ces techniques font subir aux sols et sous-sols locaux, mettant en danger les populations, cette course à l'énergie à bas coût conduit à une pollution aggravée de l'atmosphère qui n'est pas limitée au territoire US. Elle contribue aussi à perpétuer un mode de développement dont nous venons de démontrer la nocivité.

Reste alors à entamer une transition vers un autre mode de développement

la transition vers une économie démocratique et écologique ne se fera pas en quelques mois, ni même en quelques années. Il faudra encore bien des crises économiques, écologiques et politiques pour assurer la redistribution et la redéfinition des richesses, et pour nous désintoxiquer de notre obsession de la croissance à tout prix. Cette transition est peu concevable dans le cadre d'une économie aux mains de l'ultra-libéralisme. **Il s'agit rien moins que de penser et réaliser un nouvel ordre économique international, alternatif à la compétitivité.**

Pour autant, cette transition se prépare déjà, dans les esprits et les actes de ceux, de plus en plus nombreux, qui refusent l'évolution mortifère du système. Dans les villes et les territoires, des militants s'organisent pour inventer de nouvelles relations entre les humains et entre eux et la nature.

Ce sera le sujet du prochain atelier.